

ACTION

N° 9 • JEUDI 13 JUIN • PRIX MINIMUM : 0,50 F • Ce journal a été réalisé au Service des Comités d'Action, avec le soutien de l'UNEF, du SNESup et des Comités d'Action Lycéens.

MADON

LE DESORDRE, C'EST



C'EST LE DÉSORDRE BOURGEOIS QU'IL FAUT INTERDIRE

10 000 000 de grévistes. Des manifestations dans toute la France. Deux ouvriers assassinés. Un lycéen noyé. Le désordre des forces de l'ordre devient criminel. La bourgeoisie a eu peur, elle a toujours peur. Son salut elle essaie de le trouver dans le désordre de l'information. Elle veut nous faire plier devant ses mensonges, et son chantage à la guerre civile. Déshabituée de comprendre, elle veut nous comparer à des Saints-cyriens en gants blancs, dévoyés, enfermés derrière de mauvaises barricades, cantonnés dans la stratégie du pavé.

Pas plus que nous n'étions prisonniers des barricades, nous ne serons prisonniers des campagnes d'intoxication de la presse et de la radio. Nous refusons les deux impasses qu'elles nous proposent : nihilistes ou romantiques.

Refuser le désordre bourgeois aujourd'hui, c'est déjà savoir ce que ne sera pas demain — et la bourgeoisie en a pris acte. Elle sait clairement que nous voulons d'abord détruire sa domination et son pouvoir.

De Gaulle renforcé de ses vingt et quelques ministres vient d'interdire les fauteurs de désordre : sept organisations révolutionnaires de la jeunesse sont désignées à la vindicte publique. Pas les C.R.S. ni les gardes mobiles, ni le gouvernement, ni la société capitaliste. Il masque le vrai désordre, car le premier responsable du désordre c'est lui : de Gaulle.

Les Français lui ont signifié son congé, par la voie la plus directe, un référendum spontané. Il est toujours là derrière ses remparts de flics, qui instituent le plus grand désordre dans la rue.

Ils chassent les ouvriers de leurs usines — comme à Flins — comme à Sochaux. Ils tuent deux ouvriers, que par dessus le marché ils avaient d'abord jetés à la rue. Les radios et les journaux aux ordres du principal fauteur de désordre prétendent qu'une enquête est ouverte pour déterminer l'origine des balles qui ont tué et blessé les ouvriers de Sochaux. C'est le désordre criminel de l'information.

Casqués et armés, ses flics encadrent des ouvriers pour les conduire de force au travail, alors que ceux-ci avaient décidé en hommes libres de faire la grève.

Ils tuent un jeune lycéen de 17 ans. On veut nous faire croire qu'en le poursuivant, mitrailleuse en main et grenades en bandoulière, ils voulaient seulement lui demander ses papiers.

En enlevant aux ouvriers de Flins leur usine pour la donner aux flics, qui pourra dire que de Gaulle n'introduit pas le désordre dans la propriété.

Les ouvriers reprenant leurs usines, les étudiants leurs facultés, voilà l'ordre. Restituer par la force les usines à une poignée de patrons et de financiers voleurs, voilà le désordre.

Les commandos fascistes et les C.D.R., enlevant de force le drapeau rouge des travailleurs qui flottait sur les usines reconquises, avec l'aide ou la complicité de la police — peu importe d'ailleurs — serait-ce cela l'ordre ?

Face à la volonté des travailleurs, des étudiants et des paysans, d'abattre l'Etat gaulliste garant et gérant de cette société injuste et exploiteuse — se faire l'organisateur de force d'une consultation électorale truquée — c'est plus que provoquer le désordre, c'est en faire sa seule ligne politique.

L'Etat gaulliste a besoin du désordre, l'ordre réel, l'ordre révolutionnaire que les Français ont découvert pendant ce mois de mai, lui serait fatal.

Sortons du désordre gaulliste !



Comment la bourgeoisie compte effacer les grèves

Les experts économiques dans le monde entier mouillent leur plume. Ils soupèsent les conséquences économiques de la crise de mai. La Chambre de Commerce franco-néerlandaise se frotte les mains : les exportateurs de viande fraîche, conserves et autres produits de première nécessité voient s'ouvrir, paraît-il, de très larges débouchés. Le gouvernement français, pense la Chambre de Commerce, ne dressera aucun obstacle au mouvement accru d'importations. Dans les 18 mois à venir, estiment les experts du Marché commun le déséquilibre des échanges provoquera un déficit de cinq milliards de francs. La note sera facilement couverte. La crise de mai a provoqué une fuite de capitaux de l'ordre de 3 milliards de francs mais les réserves françaises sont de 28,5 milliards. En revanche les con-



séquences économiques internes vont être graves : une concurrence internationale accrue cela veut dire des entreprises nombreuses en difficulté. Les patrons révisent leur prévisions d'emploi en baisse.

Les hausses de salaires dans le secteur public aboutissent à une ardoise de 4 milliards environ : 2 pour les fonctionnaires, 1 pour la S.N.C.F., 1 pour les autres travailleurs du secteur nationalisé. Si les augmentations devaient être compensées par la hausse des prix, les tarifs de la S.N.C.F. devraient être augmentés de 20 %. C'est par une augmentation des impôts que le déficit sera financé. Après les élections, bien sûr !

Quant au coût de la vie, estiment les experts de Bruxelles, il augmentera dans les 18 mois de 10 % : la valeur des augmentations accordées par les accords de Grenelle !...

Après le général de Gaulle, c'est le tour des économistes bourgeois d'exposer sans pudeur comment ils vont frustrer les ouvriers des avantages acquis dans la lutte. Le but de la manœuvre, c'est d'abord de donner à la bourgeoisie des recettes efficaces pour faire remonter les profits. Mais la publicité tapageuse faite autour de ces rapports a un but clair : démontrer aux travailleurs que la grève ne paie pas.

Mais les ouvriers en tireront la conclusion inverse : il ne suffit pas d'obtenir des avantages de salaires. Le camarade W. Rochet lui-même l'a déclaré le 10 juin au Palais des Sports : il faudra défendre les avantages acquis. Mais comment défendre ces avantages ? Les travailleurs peuvent-ils espérer qu'en régime capitaliste, les hausses de salaires ne soient pas compensées par des hausses de prix ? Il ne suffirait même pas d'obtenir l'échelle mobile — interdite en France par la loi : on sait avec quelle facilité se manipule un indice. La satisfaction des revendications des travailleurs passe par l'abolition du régime capitaliste. Il n'y a qu'une échelle mobile des salaires : le socialisme.

VOTRE APPEL A ÉTÉ ENTENDU M. BEUVE-MÉRY

Mardi après-midi, M. Herbert Beuve-Méry parle. L'opération est solennelle : le directeur du Monde qui, à part deux commentaires pâteux des discours de de Gaulle, s'était signalé par son silence, signe de son nom ; le fait est exceptionnel. L'article est une mise en demeure des étudiants : « Oui ou non ». Sur un ton pathétique, M. Hubert Beuve-Méry somme les étudiants de choisir entre la rénovation de l'Université qui ne se réalise pas dans des affrontements de rue et le « pur nihilisme » des « meneurs d'une révolution sans but ». Les élections qui « ne sont certes pas une panacée (...) ont ouvert une issue à une situation devenue inextricable ».

Dans ce bref texte, il y a à la fois toute la politique de la bourgeoisie, toutes les menaces qu'elle peut proférer, toutes les séductions sur lesquelles elle veut jouer.

La politique de la bourgeoisie, c'est pour les ouvriers comme pour les étudiants, la séparation des revendications professionnelles de la lutte politique. Il est comique de prétendre que la rénovation de l'enseignement ne se réalise pas dans des affrontements de rues, alors que le problème a plus progressé en une semaine de barricades qu'en dix ans de palabres dans le couloir des ministères.

LA SEULE ISSUE

Nous prétendons, et nous l'avons montré dans les faits, que la transformation de l'Université passe par la disparition de l'ordre bourgeois et de son état policier. Et cette bataille, elle se déroule dans la rue.

La politique de la bourgeoisie, c'est que la solution du conflit de classe se trouve dans l'urne. Bien sûr, M. Hubert Beuve-Méry concède habilement que ce n'est pas parfait ; mais c'est, dit-il, ce qu'il y a de moins mauvais.

Non, M. Beuve-Méry, les élections ne sont pas la seule issue d'une situation devenue inextricable. Ou plutôt, c'est la seule issue favorable au pouvoir de la bourgeoisie. Il en est une autre, celle du renversement de l'Etat gaulliste et elle est à la portée du mouvement des masses.

La menace de la bourgeoisie, c'est celle de la répression. M. Hubert Beuve-Méry l'introduit avec tact en indiquant que

la « congolisation » pourrait amener « la plus violente réaction ». Et le conseil qui est donné c'est d'abdiquer devant la violence policière.

Nous n'abdiquerons pas, parce que nous avons appris très cher qu'il n'est qu'une façon de contenir la répression : la battre.

Les séductions de la bourgeoisie, ce sont les promesses de réformes. Quel que soit le résultat des élections, prétend M. Hubert Beuve-Méry, « la brèche ouverte dans la vieille forteresse universitaire par la révolte estudiantine ne sera pas colmatée ».

LES MIRAGES

Les étudiants, pas plus que les travailleurs, ne se laisseront prendre aux mirages de la participation. Ils savent trop que les brèches qu'ils ont ouvertes se referment vite, lorsqu'ils ne les occupent pas. Ils savent trop à quelle vitesse sont anéantis les avantages obtenus lorsque le pouvoir politique leur est hostile.

Il est faux que le mouvement révolutionnaire ne se propose aucun but : sa victoire ne serait pas celle du « nihilisme pur ». Bien sûr si avoir un but c'est présenter des candidats aux élections alors nous n'avons pas de but. Notre but c'est la construction d'une société nouvelle et c'est pourquoi le mouvement s'exprime par des refus. Mais, dans sa pratique même, dans sa démocratie interne, dans ses formes d'organisation il esquisse déjà les solutions de l'avenir. Un principe directeur : la prise en main par les masses de leur propre destin. Cela s'appelle, au sens plein du terme, la démocratie.

LE RESTE

Votre appel a été entendu, monsieur Beuve-Méry. Mardi soir : quinze cents arrestations, cent quatre-vingt-quatorze blessés recensés parmi les manifestants. Mercredi : sept organisations révolutionnaires interdites. Bien sûr, vous y avez mis les formes. Bien sûr, vous n'appelez pas ouvertement au meurtre comme le flic-en-chef Raymond Aron. Mais il est difficile de dire qui d'entre vous est le plus immonde. Vous avez accompli le rôle qui vous était imparti dans la basse besogne de la répression : les matraqueurs ont fait le reste.

RAYMOND ARON DANS SES MEUBLES

Ce matin, jeudi, dans « Le Figaro », M. Raymond Aron, mandarin sorbonnard et maître à penser de la compilation sociologique, appelle à une « croisade de la raison » : il donne des conseils à ses collègues inconscients qui ne connaissent ni la technique communiste de manipulation ni la technique, aujourd'hui baptisée maoïste, de démocratie directe, en fait de terrorisme : il les met en garde devant la non-représentativité des assemblées générales et conjure le ministère de l'Éducation nationale de le suivre dans cette voie.

M. Aron est un réactionnaire, nous le savons. M. Aron est un « jeune », nous en avons déjà fait l'expérience. M. Aron est l'un de ces mandarins dont nous avons commencé de brûler les toges. Maintenant, nous savons que M. Aron a peur pour ses meubles. Pour lui, les assemblées plénières de la Sorbonne ne sont représentatives que d'elles-mêmes. Il ne s'y reconnaît pas et c'est bien. A dix Aron nous préférons toujours une seule de ces assemblées.

Voilà un des acquis irréversibles de notre mouvement : M. Aron aura gagné cent fois sa place au « Figaro », il l'a bien méritée.

A la Sorbonne, il l'a perdue définitivement.

ÉVÈNEMENT A « L'HUMANITÉ »

Pour la première fois, « L'Humanité » ouvre ses colonnes au ministre de l'Intérieur.

Elle publie sans commentaire le communiqué officiel de M. Marcellin annonçant l'interdiction des sept organisations politiques.

BOMBES A PARIS ET BOMBES AU VIETNAM

Paris, 12 juin — Répondant aux accusations nord-vietnamiennes, M. Harriman, le chef de la délégation américaine, a déclaré :

« Quant aux bombes à gaz qui auraient été lancées au Vietnam, elles sont de simples bombes lacrymogènes semblables à celles qui sont actuellement utilisées à Paris ».

« Je ne sais pas ce qu'il en est des bombes utilisées à Paris, à répondu M. Xuan Thuy, mais ce que je peux dire, c'est que les engins utilisés au Vietnam contiennent des gaz toxiques ».

RENAULT EN GRÈVE DISCUTE LES ELECTIONS

A la question que nous nous sommes posée « Comment les travailleurs ont-ils apprécié les événements de ces derniers jours », nous avons tenté de répondre en allant à l'usine Renault-Billancourt.

Dans ces réflexions que nous avons entendues au café :

— « Sans les étudiants, on n'aurait jamais commencé. »

— « Sans les étudiants, les travailleurs de Flins auraient repris le travail. »

ou dans cette affirmation du tract du P.C.F. distribué le 11-6-1968 :

« Les responsables de cette mort (celle de l'étudiant à Flins N.D.L.R.) ce sont : le pouvoir gaulliste qui a envoyé les C.R.S. sur les lieux, Dreyfus qui les a demandés et Geismar qui a entraîné à sa suite des jeunes dont certains ont cru à la révolution (n'oublions pas que Geismar a disparu à bord de sa voiture dès que le contact a été établi grâce à ses exhortations entre les C.R.S. et ses commandos). »

En fait ces opinions existent chez les travailleurs et avec plus de diversité encore. Nous avons tenté à partir d'une discussion avec un militant syndical révolutionnaire de dégager les quelques traits caractéristiques au 27^e jour de grève :

— La combativité est très forte : il n'y a jamais eu autant de monde pour participer aux piquets de grève mais la question de fric commence à se poser avec angoisse. Les ouvriers doivent faire face aux problèmes de la nourriture et la solidarité, la distribution de colis ne peuvent tout résoudre. La volonté d'obtenir satisfaction sur les questions essentielles : salaires, paiement des heures de grève, réduction du temps de travail, abaissement de l'âge de la retraite, est très forte et si les propositions de la

Direction permettent de regagner l'usine victorieux, la reprise pourra se faire rapidement. La perspective offerte par les syndicats et le Parti Communiste : victoire sur les revendications et bataille pour les élections est la seule concrète et la majorité y est acquise. Bien sûr, il y aura sans doute lors de la reprise des manifestations d'irréductibles, mais la grande masse votera les modalités proposées par les syndicats.

Les événements d'hier ont été ressentis comme un phénomène « extérieur » l'expression de groupes, aussi irréductibles que ceux qui se manifesteront au moment de voter la reprise.

Pourtant un certain nombre d'ouvriers ont participé à la manifestation.

Des militants C.G.T. se sont inquiétés qu'un comité de grève de département ait décidé de participer à la manifestation de la gare de l'Est malgré l'avis du Bureau Confédéral.

Il a manqué à cette grève des objectifs politiques précis qui auraient permis aux revendications d'aboutir à autre chose que les élections dont la perspective était préparée depuis longtemps par le Parti Communiste.

Les réticences à l'égard de la politique du Parti Communiste Français pour larvées qu'elles soient, permettent de poser des jalons pour l'avenir car elles prennent source dans la conscience de classe des ouvriers : ainsi « la Marseillaise » jouée lors d'un premier meeting a été sifflée par une partie des grévistes, le drapeau tricolore a été hissé à 10 heures le soir à côté du drapeau rouge (ce qui a suscité une petite alerte, un ouvrier prétendant qu'il ne pouvait s'agir là que d'une action d'Occident).

CE QU'ON PENSE, CHEZ CITROEN, DES MANIFESTATIONS

Devant l'un des ateliers des usines Citroën, avenue Félix-Faure, nous abordons un piquet de grève. Il est composé à part égale d'ouvriers très jeunes et d'hommes de quarante ans.

Pour ces travailleurs, la grève, aujourd'hui, c'est l'attente. Ils ne savent pas exactement où en sont les contacts entre les syndicats et Bercot — P.D.G. de Citroën et patron « ultra ».

Néanmoins ces piquets de grève ne perdent pas le sens de l'efficacité : ils ont convaincu les travailleurs qui voulaient reprendre le travail de s'en abstenir pour ne pas perdre le bénéfice de trois semaines de grève.

La situation matérielle des ouvriers devient difficile : ils n'ont pas touché la prime trimestrielle de présence (180 à 300 F) qui devait leur être versée vendredi dernier. Le Fond de solidarité n'a pu verser à chaque gréviste qu'une somme de 30 à 50 F, suivant leur situation familiale, car il ne disposait en tout que de 300 000 F.

Il faut signaler que le Comité d'Action du XV^e leur a versé 300 F. Il avait également offert de fournir du ravitaillement, mais les syndicats ont refusé d'utiliser les camions de l'entreprise nécessaires au transport.

Revenons à notre piquet de grève.

La conversation se porte rapidement sur les événements de la nuit de mardi à mercredi. Comment ont-ils été jugés ici ?

Quatre jeunes ouvriers du piquet y ont participé.

Dans le dialogue qui suit, une nette différence d'appréciation sépare ceux qui ont manifesté de ceux qui n'ont connu ce qui s'était passé qu'à travers la presse ou la radio.

Les premiers disent : — On a vu des C.R.S. courir et des mecs courir devant. »

Mais ce qui a le plus frappé les jeunes ouvriers, c'est le manque d'organisation. En revanche, ils étaient heureux d'affirmer qu'il y avait autant d'ouvriers que d'étudiants.

Les seconds portent sur les événements un jugement plus confus. Ils admettent facilement la nécessité de l'autodéfense contre les C.R.S. qui chargeaient systématiquement tout rassemblement, même faible. Par contre ils déplorent les incendies de voitures, reconnaissant, toutefois, que les manifestants n'avaient pas toujours autre chose sous la main pour barrer la rue.

Tout naturellement, ils font un rapprochement entre cette

manifestation et les précédentes : sa signification politique ne leur apparaît pas clairement. Mais si les étudiants ont manifesté ils avaient certainement des raisons valables de le faire.

Il faut dire qu'en dispersant les manifestants avant que la manifestation ait pris forme, les forces de police l'ont empêchée d'exprimer ses mots d'ordre et ses objectifs politiques.

Fermant les yeux sur le fractionnement systématique opéré par la police, la presse du lendemain n'a voulu voir que des groupes réduits, pré-organisés, se livrant à des actes de vandalisme.

Les ouvriers du piquet de grève qui ont manifesté et les autres se mettent d'accord pour reconnaître que l'attitude, ces derniers jours, des forces de police a amené les gens à prendre conscience d'une chose, à savoir que « les forces de l'ordre ont une drôle de manière de faire régner l'ordre ! »

Apprenant de nous la dissolution des organisations politiques étudiantes, les grévistes nous demandent aussitôt :

— L'U.N.E.F. aussi ?
— Non, pas le syndicat.
— Qu'est-ce qui reste ?
— L'U.E.C. et les E.S.U. »

Un ouvrier commente ironiquement :

« Le P.C. a filé un coup de pouce aux gaullistes, mais il faudrait pas sortir ça à une réunion C.G.T. ! »

Un jeune gréviste ajoute :

« On reconnaît que le mouvement étudiant a du cœur au ventre, ce qui n'est pas le cas de nos dirigeants. Je suis allé à la Sorbonne et à Censier : c'est le cirque ! Le plus important pour les étudiants, c'est de se grouper et de s'unir. »

La discussion s'achève, évidemment, sur un échange de vues à propos des élections.

Un ouvrier de trente ans résume l'opinion générale :

« Moi je suis « gauche » et je vote à gauche. Tout le monde ne fera pas pareil. Ce qu'il fallait, c'est en mettre un coup après que les étudiants en avaient pris plein dans le nez. Maintenant, avant les élections, on nous donne l'espoir d'une victoire de la gauche. Le P.C. et la C.G.T. veulent des élections à tout prix. Ils prennent leurs responsabilités... Si, après, les gaullistes l'emportent et qu'on n'a plus que nos petites revendications, on en tiendra compte ! »

CITÉ UNIVERSITAIRE : DANS LES PAVILLONS OCCUPÉS AVEC NOS CAMARADES ETRANGERS

A la suite de l'expulsion de nombreux camarades étrangers auxquels le moindre droit à l'expression politique était ainsi brutalement révoqué, une manifestation de protestation avait été envisagée hier soir à 18 heures à la République par les Comités d'action, par le Mouvement du 22 Mars et le Mouvement de soutien aux luttes du peuple. Cependant, devant les déclarations provocantes du pouvoir gaulliste, le rassemblement fut reporté à 20 heures à la Cité Universitaire qui, avec ses pavillons de toutes nationalités, était tout à fait adaptée aux buts de cette action.

Les ennemis des « étrangers ».



A 19 heures, quelques groupes commencent à se former sur la grande pelouse de la maison internationale.

A partir de 20 heures, un délégué africain prenait la parole devant plusieurs centaines de personnes qui avaient pu être prévenues en temps utile des modifications d'horaire et de lieu : « Les travailleurs étrangers en France subissent deux sortes

de traitement suivant qu'ils ont une carte de séjour ou non. Dans le premier cas, une commission doit les juger s'ils sont menacés d'expulsion et ils ont droit à un avocat. Dans le second cas, ils sont expulsés en 24 heures sans aucune garantie de défense possible. Récemment, un décret encore plus arbitraire, permettait l'expulsion immédiate de tous les étrangers pris à manifester sur la voie publique. A la Cité Universitaire elle-même, les étrangers n'ont aucun droit à la gestion et à l'expression politique. Pour protester, nous avons occupé les pavillons de sept pays où le régime est particulièrement réactionnaire : Espagne, Portugal, etc. ». L'orateur conclut en rappelant le chantage à l'éviction de ces bâtiments que le Ministre de l'Intérieur vient de répéter aujourd'hui.

Il est alors 21 heures et un millier de personnes sont assises sur la pelouse. Une discussion s'engage sur les formes de soutien à apporter aux immigrés. On annonce en particulier la constitution d'un comité permanent de la main-d'œuvre étrangère siégeant à la Cité Universitaire dès le 16 juin.

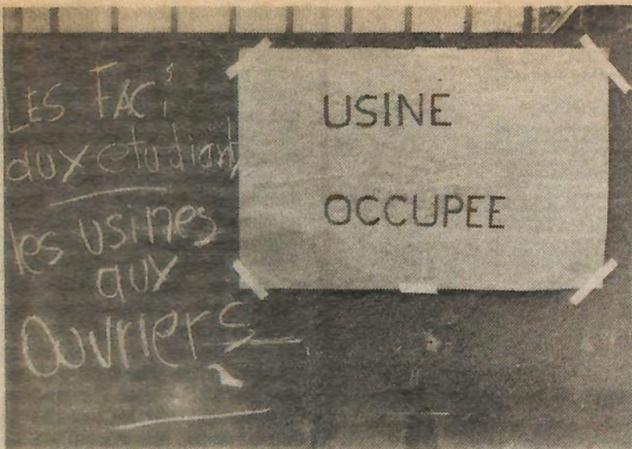
Un étudiant d'Afrique Noire prend la parole : « La presse et le pouvoir tentent d'incriminer « les étrangers » qui jouent le même rôle de bouc émissaire que « la pègre » ou « les voyous ». Pour nous, le meilleur moyen de soutien aux étrangers, ce ne sont pas des mesures charitables mais le renversement du gaullisme. Nos régimes en Afrique sont des dictatures dépendantes de la France et un changement en France entraînerait aussitôt un changement chez nous ».

Les assistants applaudissent. Il est 21 h. 30 ; le débat se poursuit.

La participation des travailleurs étrangers à la grève : une aide puissante.



Pour notre programme commun, la porte d'usine comme panneau électoral.



APPEL : POUR UNE SORBONNE AU SERVICE DE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE

Depuis le 3 mai, nous l'avons dit et répété, notre force est dans les usines et les facultés occupées. La Sorbonne est la base rouge où s'échangent les expériences, où se discutent les problèmes politiques et théoriques, où se préparent les actions. Aujourd'hui cela est plus vrai que jamais. Il ne s'agit pas de s'enfermer dans les facultés et de retourner dans le ghetto ; au contraire, il s'agit de poursuivre la lutte sur tous les fronts, de manière organisée, en utilisant au mieux nos bases d'appui : les facultés. En développant, dans la presse et à la radio, une campagne qui vise à discréditer les occupants de la Sorbonne et à présenter ces facultés comme le repaire de « terroristes fauteurs de troubles », le gouvernement a un but : isoler les étudiants d'une partie de la population, donner des justifications à la présence de la police dans le Quartier Latin et à de possibles interventions policières dans les facultés. Pour accréditer ses thèses, le pouvoir ne reculera devant aucune provocation.

Cette campagne ne peut que renforcer notre détermination à nous organiser dans nos bases d'appui pour continuer le combat à l'Université, dans les usines et dans les quartiers.

Le 13 mai au soir, au sortir d'une semaine de combats, lorsque nous avons réoccupé la Sorbonne, nous savions du même coup que plus jamais elle ne retrouverait son visage d'antan. Depuis ce jour une époque nouvelle s'est ouverte pour l'Université.

Pendant que se développait la grève générale et les occupations d'usines, des centaines de milliers d'étudiants occupaient toutes les facultés pour les organiser en bases rouges de soutien à la lutte ouvrière et centres de réflexion sur l'Université elle-même.

Aujourd'hui, après que la majorité des travailleurs soit retournée momentanément au travail, où en sommes-nous ? Un peu partout, des assemblées, des commissions, des comités, ont discuté de la réforme de l'Université, des principes qui devraient régir son fonctionnement qui pourrait y être dispensé.

Nous avons constaté l'effondrement des autorités académiques, la disparition des recteurs, l'effacement des doyens. Maîtres des lieux, nous avons entendu les professeurs, anciens propriétaires, clamer leur soudaine volonté de dialogue !

En même temps que nous ouvrons l'Université aux problèmes et aux tâches de l'heure, nous nous sommes mis au travail avec la ferme volonté de faire table rase. Mais nous sommes encore loin du compte. Des textes ont été mis au point mais ils sont bien partiels : des idées ont surgi, mais elles ne sont encore que des ébauches.

De toute façon, chacun sait que dans les conditions présentes, une simple réforme des structures de l'Université ne résout aucun problème posé. En

proclamant la Sorbonne Université populaire, nous n'avons rien fait d'autre, somme toute, que d'exprimer cette idée : avant de changer l'intérieur de l'Université, il faut savoir à qui et à quoi elle va servir.

Il a fallu plus de cinq siècles aux prêtres puis à la bourgeoisie pour construire leur université. Il est naturel qu'en un mois, où les tâches ne manquaient pas, nous ne parvenions pas à bâtir cette Université des travailleurs que nous voulons, d'autant plus que la magnifique lutte des travailleurs qui renforçait notre puissance dans les facultés, doit momentanément se replier.

Voilà pourquoi notre tâche n'est pas d'organiser une rentrée universitaire de plus, mais de nous préparer au second souffle du mouvement. C'est pourquoi nous faisons les propositions suivantes :

1° Qu'il soit pris acte de la fin de l'ancien régime universitaire et de toutes les formes institutionnelles qu'il revêtait, comme de notre volonté de n'y jamais revenir.

2° Que soit suspendu pendant les prochains mois le fonctionnement universitaire de la Sorbonne pour permettre l'étude attentive des divers problèmes en cause. Cinq siècles à démolir valent bien six mois d'études.

3° Que la Sorbonne soit décrétée « Université au Service de la Révolution » :

a) Qu'elle soit un centre ouvert aux travailleurs, ouvriers, paysans, employés désireux soit de donner leur avis sur l'Université de demain, ou les problèmes examinés, soit d'utiliser la Sorbonne pour la lutte dans leur usine ou leur profession contre le capitalisme.

b) Que la Sorbonne puisse être une des bases où s'organise l'action quotidienne des militants. Qu'ils puissent y tirer les premiers bilans des actions engagées.

c) Que soient invités à la Sorbonne, pendant l'été, les étudiants de toutes les universités d'Europe. A Berlin, Rome, Turin, Madrid, Barcelone, partout en Europe, les étudiants ont mené ces derniers mois des luttes analogues aux nôtres. Aujourd'hui l'heure est venue pour eux d'échanger leurs expériences et de coordonner leur action. Cet été la Sorbonne sera le lieu de notre travail commun.

d) Qu'elle soit un centre ouvert aux travailleurs, ouvriers, paysans, employés désireux soit de donner leur avis sur l'Université de demain, ou les problèmes examinés, soit d'utiliser la Sorbonne pour la lutte dans leur usine ou leur profession contre le capitalisme.

4° Que la Sorbonne soit gérée pendant six mois par un conseil d'étu-

diants, d'enseignants et de membres du personnel révocable à tout moment et renouvelable par rotation. Le Conseil serait chargé de la gestion administrative et technique, de la coordination au sein de la faculté, et de la défense éventuelle. Il s'ajouterait tout organe jugé utile par les différentes assemblées. Tous les moyens administratifs de la faculté seront mis à sa disposition ; cela implique qu'aucune entrave budgétaire au bon fonctionnement de la « Sorbonne au service de la Révolution » n'est admissible.

Tous ceux qui sont d'accord avec ces propositions sont appelés à se manifester partout, à proclamer ces thèmes, à les discuter, à les préciser, à porter le débat dans toutes les assemblées et toutes les commissions. Qu'ils adhèrent par milliers au « Comité pour la Sorbonne au service de la Révolution » qui préparera en accord avec l'actuel Comité d'occupation et des bureaux des assemblées de discipline une grande Assemblée Constitutive qui devrait se tenir dans quelques jours.

L'ANCIEN REGIME UNIVERSITAIRE EST MORT, AIDONS A CONSTRUIRE UN ORDRE NOUVEAU !

Le Comité.

Allez donner votre adhésion au Comité d'Occupation, esc. C - 1^{er} étage - Sorbonne.

Le directeur de la publication : Jean-Pierre VIGIER

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Grandes Imprimeries « Paris Centre »
142, rue Montmartre
Paris (2^e)

UNE EXPERIENCE DE POUVOIR OUVRIER : LES CONSEILS D'USINE A TURIN EN 1920

Voici la deuxième partie du rapport sur les événements d'avril 1920, adressé à l'Internationale Communiste. L'auteur de ce rapport est Antonio Gramsci qui devait, peu après, impulser la fondation du P.C.I.

BARRICADES, TRANCHÉES, RÉSEAUX DE BARBELÉS

L'imposant rassemblement qui avait été organisé en l'honneur des délégués du Soviet de Pétrograd marqua le début d'une nouvelle période de mouvements de masses. Un mois n'était pas écoulé que les travailleurs turinois se soulevèrent, les armes à la main, contre l'impérialisme et le militarisme italien. L'insurrection éclata le 23 août 1917. Durant cinq jours, les ouvriers se battirent dans les rues de la ville. Les insurgés, qui disposaient de fusils, de grenades et de mitrailleuses, réussirent même à occuper certains quartiers de la ville et tentèrent à trois ou quatre reprises de s'emparer du centre, où se trouvaient les organisations gouvernementales et les centres de commandement militaire.

Mais les deux années de guerre et de réaction avaient affaibli l'organisation déjà forte du prolétariat, et les ouvriers, inférieurs en armement, furent vaincus. Ils espérèrent en vain recevoir un appui des soldats ; ceux-ci se laissèrent tromper par l'insinuation que la révolte avait eu lieu à l'instigation des Allemands.

Le peuple éleva des barricades, creusa des tranchées, entoura certains quartiers de réseaux de barbelés électrifiés et repoussa pendant cinq jours les attaques des troupes et de la police. Plus de 500 ouvriers tombèrent, plus de 2 000 furent gravement blessés. Après la défaite les meilleurs éléments furent arrêtés et éloignés et le mouvement prolétarien perdit de son intensité révolutionnaire. Mais les sentiments communistes du prolétariat turinois n'étaient pas éteints.

On peut voir une preuve dans l'épisode suivant : peu de temps après l'insurrection d'août eurent lieu les élections pour le conseil d'administration de l'Alliance Coopérative Turinoise, une immense organisation qui pourvoit à l'approvisionnement du quart de la population de Turin.

L'ALLIANCE COOPÉRATIVE

L'A.C.T. (1) est composée par les coopératives des cheminots et par l'Association générale des ouvriers. Depuis de nombreuses années la section socialiste avait conquis le Conseil d'administration, mais à ce moment la section n'était plus en état de mener une agitation active parmi les masses ouvrières.

Le capital de l'Alliance était en majeure partie constitué par des actions de la coopérative des chemins de fer, appartenant aux cheminots et à leurs familles. Le développement pris par l'Alliance avait augmenté la valeur des actions de 50 à 700 liras. Le Parti réussit cependant à persuader les actionnaires qu'une coopérative ouvrière n'a pas pour but le profit de chacun, mais le renforcement des moyens de lutte révolutionnaire, et les actionnaires se contentèrent d'un dividende de 3,5 % sur la valeur nominale de 50 liras, et non sur la valeur réelle de 700 liras. Après l'insurrection d'août se forma, avec l'appui de la police et de la presse bourgeoise et réformiste, un comité de cheminots qui se proposait d'arracher au Parti socialiste sa majorité au conseil d'administration. Aux actionnaires

il promit la liquidation immédiate de la différence de 650 liras entre la valeur nominale et la valeur réelle de chaque action ; aux cheminots, on promit diverses prérogatives dans la distribution des denrées alimentaires. Les traités réformistes et la presse bourgeoise mirent en œuvre tous les moyens de propagande et d'agitation pour transformer la coopérative, d'organisation ouvrière qu'elle était, en entreprise commerciale de caractère petit-bourgeois. La classe ouvrière était exposée à des persécutions de tout genre. La censure étouffait la voix de la section socialiste. Mais, en dépit de toutes les exactions, les socialistes, qui n'avaient pas un seul instant abandonné leur point de vue, que la coopérative ouvrière est un moyen de la lutte de classe, obtinrent de nouveau la majorité à l'Alliance coopérative.

Le Parti socialiste obtint 700 voix sur 800, bien que dans leur majorité les électeurs fussent des employés des chemins de fer, et bien que l'on s'attendit à voir se manifester, après la défaite de l'insurrection d'août, quelques hésitations et même des tendances réactionnaires.

APRÈS LA GUERRE

Après la fin de la guerre impérialiste, le mouvement prolétarien fit de rapides progrès. Les masses ouvrières de Turin comprirent que la période historique ouverte par la guerre était profondément différente de l'époque qui avait précédé la guerre. La classe ouvrière de Turin comprit aussitôt que la Troisième Internationale est une organisation du prolétariat mondial pour la direction de la guerre civile, pour la conquête du pouvoir politique, pour l'établissement de la dictature du prolétariat, pour la création d'un nouvel ordre dans les rapports économiques et sociaux.

Les problèmes économiques et politiques de la révolution étaient un objet de discussion dans toutes les assemblées d'ouvriers. Les meilleures forces de l'avant-garde ouvrière se réunirent pour diffuser un hebdomadaire d'orientation communiste, l'Ordine Nuovo. Dans les colonnes de cet hebdomadaire, furent traités les divers problèmes de la révolution ; l'organisation révolutionnaire de l'organisation révolutionnaire des masses qui devaient conquérir les syndicats à la cause du communisme ; le transfert de la lutte syndicale du domaine étroitement corporatiste et réformiste sur le terrain de la lutte révolutionnaire, du contrôle de la production et de la dictature du prolétariat. Le problème des Conseils d'usine fut lui aussi mis à l'ordre du jour.

Dans les entreprises de Turin, existaient déjà de petits comités ouvriers, reconnus par les capitalistes, et certains d'entre eux avaient déjà engagé la lutte contre le fonctionnarisme, l'esprit réformiste et les tendances constitutionnelles des syndicats.

Mais la plupart des membres de ces comités n'étaient que des créatures des syndicats ; les listes des candidats à ces comités (comités d'entreprise) étaient proposées par les organisations syndicales, qui choisissaient de préférence des ouvriers de tendance opportuniste qui ne causeraient pas d'ennuis aux patrons, et étoufferaient dans l'œuf toute action de masse. Les partisans de l'Ordine Nuovo mirent au premier plan dans leur propagande, la transformation des comités d'entreprise, et le principe que la for-

mation des listes de candidats devait se faire au sein des masses ouvrières et non pas descendre des cimes de la bureaucratie syndicale. Les tâches qu'ils fixèrent aux conseils d'usine furent le contrôle de la production, l'armement et la préparation militaire des masses ainsi que leur préparation politique et technique. Ils ne devaient plus exercer leur ancienne fonction de chiens de garde protégeant les intérêts des classes dominantes, ni freiner les masses dans leurs actions contre le régime capitaliste.

La propagande pour les Conseils d'usine fut accueillie avec enthousiasme par les masses ; en l'espace de six mois, des Conseils d'usine furent créés dans toutes les usines et entreprises métallurgiques, les communistes conquièrent la majorité dans le syndicat de la métallurgie ; le principe des Conseils d'usine et du contrôle de la production fut approuvé et accepté par la majorité du congrès et par la plus grande partie des syndicats appartenant à la Bourgeoisie du Travail.

L'organisation des Conseils d'usine se fonde sur les principes suivants : dans chaque usine, dans chaque atelier est constitué un organisme sur la base de la représentation (et non sur l'ancienne base du sys-

impératif conditionnel (2). L'assemblée des délégués de l'entreprise forme un Conseil qui élit dans son sein un comité exécutif. L'assemblée des secrétaires politiques des comités exécutifs forme le comité central des Conseils qui élit dans son sein un comité urbain d'étude pour l'organisation de la propagande, pour l'élaboration des plans de travail, pour approuver les projets et les propositions particulières émanant de chaque membre de l'ensemble du mouvement.

CONSEILS D'USINE ET COMITÉS D'ENTREPRISE PENDANT LES GRÈVES

Certaines tâches des Conseils d'usine ont un caractère purement technique et même purement industriel, comme par exemple le contrôle du personnel technique, le licenciement de ceux qui se révèlent les ennemis de la classe ouvrière, la lutte avec la direction pour la conquête des droits et des libertés ; le contrôle de la production de l'entreprise et des opérations financières.

Les Conseils d'usine prirent vite racine. Les masses accueil-

l'usine donnèrent une preuve tangible de leur capacité de diriger des mouvements de masse de grand style ; sur un ordre de la section socialiste, qui concentrait entre ses mains tout le mécanisme des mouvements de masse, les Conseils d'usine, sans aucune préparation, mobilisèrent en l'espace d'une heure 120 000 ouvriers encadrés dans leurs entreprises. Une heure après, l'armée des prolétaires se précipita comme une avalanche jusqu'au centre de la ville et balaya les rues et les places de toute la canaille nationaliste et militariste.

LA LUTTE CONTRE LES CONSEILS

A la tête du mouvement pour la constitution des Conseils d'usine se trouvèrent les communistes appartenant à la section socialiste et aux organisations syndicales ; les anarchistes y prirent part également, et cherchèrent à opposer leur phraséologie ampoulée au langage clair et précis des communistes marxistes.

Cependant, le mouvement rencontra une résistance acharnée de la part des fonctionnaires syndicaux, de la direction du parti socialiste et de l'Avanti!

des industriels qui se tint en mars 1920 à Milan élaborer un plan d'attaque ; mais les « tuteurs de la classe ouvrière », les organisations économiques et politiques ne se souciaient pas de cela. Abandonné par tous, le prolétariat turinois fut obligé d'affronter seul, avec ses propres forces, le capitalisme national et le pouvoir de l'Etat. Turin fut submergé par une armée de policiers ; autour de la ville des canons et des mitrailleuses furent mis en position aux points stratégiques. Et lorsque tout cet appareil militaire fut prêt, les capitalistes commencèrent à provoquer le prolétariat. Il est vrai que devant les conditions de lutte d'une telle gravité le prolétariat hésita à relever le défi ; mais lorsqu'il fut clair que la rencontre était inévitable, la classe ouvrière sortit courageusement de sa réserve et voulut que la lutte soit menée jusqu'à la victoire.

LE CONSEIL NATIONAL SOCIALISTE DE MILAN

Les métallurgistes firent grève pendant tout un mois, les autres catégories pendant 10 jours ; l'industrie était arrêtée dans toute la province, les communications étaient paralysées. Le prolétariat de Turin fut cependant isolé du reste de l'Italie ; les organes centraux ne firent rien pour l'aider ; ils ne publièrent même pas un tract pour expliquer au peuple italien l'importance de la lutte des travailleurs turinois ; l'Avanti! refusa de publier le manifeste de la section turinoise du Parti. Les camarades turinois reçurent de tous côtés les épithètes d'anarchistes et d'aventuriers. A cette époque devait se tenir à Turin le Conseil national du Parti ; mais il fut transféré à Milan ; parce qu'une ville « en proie à une grève générale » semblait un lieu peu propice pour des discussions socialistes.

C'est à cette occasion que se manifesta toute l'impuissance des hommes appelés à diriger le Parti ; tandis que la masse des ouvriers défendait courageusement à Turin les Conseils d'usine, première organisation fondée sur la démocratie ouvrière, incarnation du pouvoir prolétarien, on bavardait à Milan sur des projets et des méthodes théoriques pour la formation de Conseils comme forme du pouvoir politique que devait conquérir le prolétariat ; on discutait sur la façon d'organiser des conquêtes qui n'étaient pas encore faites, et l'on abandonnait le prolétariat de Turin à son destin, on laissait à la bourgeoisie la possibilité de détruire le pouvoir ouvrier déjà conquis.

Les masses prolétariennes d'Italie manifestèrent leur solidarité avec leurs camarades turinois sous diverses formes : les cheminots de Pise, de Livourne et de Florence refusèrent de transporter les troupes destinées à Turin, les travailleurs des ports et les marins de Livourne et de Gênes sabotèrent l'activité des ports ; le prolétariat de nombreuses villes se mit en grève malgré les ordres de leurs syndicats.

La grève générale de Turin et du Piémont se heurta au sabotage et à la résistance des organisations syndicales et du Parti lui-même. Elle eut toutefois une grande importance éducative car elle montra que l'union des ouvriers et des paysans est pratiquement possible, et elle réaffirma la nécessité urgente de lutter contre tout le mécanisme bureaucratique des organisations syndicales, qui constituent le plus solide soutien pour le travail opportuniste des parlementaires et des réformistes qui visent à étouffer tout mouvement révolutionnaire des travailleurs.

(Rapport publié pour la première fois en russe, en allemand et en français dans L'Internationale communiste, 1920, n° 14 ; publié de nouveau en italien sans signature dans L'Ordine Nuovo quotidien, 14 mars 1920, I, n° 73).



Un précurseur : « La Plebe » ; un outil de combat : « L'Ordine Nuovo », le journal de Gramsci.

tème bureaucratique), organisme qui exprime concrètement la force du prolétariat, qui lutte contre l'ordre capitaliste ou exerce son contrôle sur la production en éduquant l'ensemble des ouvriers en vue de la lutte révolutionnaire et de la création de l'Etat ouvrier. Le Conseil d'usine doit être formé selon le principe de l'organisation par industrie ; il doit représenter pour la classe ouvrière le modèle de la société communiste à laquelle on arrivera par la dictature du prolétariat ; dans cette société, il n'existera plus de divisions de classe, tous les rapports sociaux seront ordonnés selon les exigences techniques de la production et de l'organisation qui en découle, et ne seront pas subordonnés à un pouvoir d'Etat organisé. La classe ouvrière doit comprendre toute la beauté et la noblesse de l'idéal pour lequel elle lutte et se sacrifie ; elle doit se rendre compte que pour atteindre cet idéal, il est nécessaire de passer par certaines étapes ; elle doit reconnaître la nécessité de la discipline révolutionnaire et de la dictature.

Chaque entreprise se divise en départements et chaque département en équipes de travail ; chaque équipe accomplit une certaine partie du travail ; les ouvriers de chaque équipe élitent un des leurs avec mandat

lirent volontiers cette forme d'organisation communiste, se rangèrent autour des comités exécutifs et appuyèrent énergiquement la lutte contre l'autocratie capitaliste. Bien que ni les industriels ni la bureaucratie syndicale ne voulassent reconnaître les conseils et les comités, ceux-ci obtinrent cependant d'importants succès : ils chassèrent les agents et les mou-chards des capitalistes, nouèrent des rapports avec les employés et les techniciens pour obtenir des informations d'ordre financier et industriel ; dans la marche de l'entreprise ils concentrèrent entre leurs mains le pouvoir disciplinaire et montrèrent aux masses désunies et sans cohésion ce que signifie la gestion directe des ouvriers

La polémique de ces gens se basait sur la différence entre la conception du Conseil d'usine et celle du Soviet. Ils en tirèrent des conclusions de caractère purement théorique, abstrait, bureaucratique. Derrière leurs phrases ronflantes se cachait leur désir d'éviter la participation directe des masses à la lutte révolutionnaire, leur désir de maintenir les masses sous la tutelle des organisations syndicales. Les membres de la direction du Parti se refusèrent toujours à prendre l'initiative d'une action révolutionnaire avant que n'ait été mis au point un plan d'action coordonné, mais ils ne faisaient jamais rien pour préparer et élaborer ce plan. Le mouvement turinois ne réussit pourtant pas à sortir de son cercle local, car l'ensemble du mécanisme bureaucratique des syndicats fut mis en mouvement pour empêcher que les masses ouvrières des autres régions d'Italie ne suivent l'exemple de Turin. On se moqua du mouvement turinois, il fut raillé, calomnié et critiqué de toutes les façons.

Les âpres critiques portées par les organismes syndicaux et la direction du Parti socialiste encouragèrent à nouveau les capitalistes qui ne mirent plus de frein à leur lutte contre le prolétariat turinois et contre les Conseils d'usine. La conférence

Les âpres critiques portées par les organismes syndicaux et la direction du Parti socialiste encouragèrent à nouveau les capitalistes qui ne mirent plus de frein à leur lutte contre le prolétariat turinois et contre les Conseils d'usine. La conférence

(1) A.C.T. : « Alleanza Cooperativa Torinese » (Alliance Coopérative de Turin).
(2) « Mandat impératif conditionnel » : délégation de pouvoir que les électeurs accordent à leur représentant élu, pour réaliser des tâches précises et prendre des positions déterminées de façon rigoureuse.